

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Schott, Jeffrey J., et Smith, Murray G. (eds), *The Canada-United States Free trade Agreement : The Global Impact*. Washington, Institute for International Economics (en collaboration avec The Institute for Research on Public Policy, Canada), 1988, x + 202 p.

par Raymond Hudon

Études internationales, vol. 21, n° 1, 1990, p. 217-219.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/702653ar>

DOI: 10.7202/702653ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

l'entrée en vigueur récente de l'accord canado-américain de libre-échange n'a pas nécessairement désarçonné les forces protectionnistes, principalement américaines, qui influencent les rapports commerciaux entre nos deux pays. Beaucoup reste à faire dans ce domaine et des efforts devront être consacrés de part et d'autre au cours des prochaines années afin d'en arriver à une entente sur une définition des mots « subvention » et « dommage » dans le contexte de nos rapports commerciaux.

André FARAND

*Ministère des Affaires extérieures
Ottawa*

SCHOTT, Jeffrey J., et SMITH, Murray G. (eds), *The Canada-United States Free Trade Agreement: The Global Impact*. Washington, Institute for International Economics (en collaboration avec The Institute for Research on Public Policy, Canada), 1988, x + 202p.

Rassemblant les interventions à une conférence tenue au début de 1988, ce recueil ne semble plus à prime abord devoir s'avérer de brûlante actualité. Comment en effet évaluer précisément l'impact d'un accord alors tout juste signé par les dirigeants politiques du Canada et des États-Unis, pas encore adopté par les instances politiques estimées constitutionnellement compétentes, et destiné à entrer en vigueur seulement au début de 1989? L'opinion, voulue éclairée, apparaît dès lors le seul recours imaginable pour appuyer des analyses dont la principale qualité est la concordance, en grande partie parce qu'inspirées de façon semblable. Globalement, les textes présentés montrent une évaluation positive de l'Accord de libre-échange négocié entre le Canada et les États-Unis, avec cette seule réserve que quelques criti-

ques déplorent que cet accord n'ait pas résulté en une accentuation encore plus prononcée du processus de libéralisation et d'intégration des marchés de l'Amérique du Nord.

Le recueil comprend tout d'abord deux premiers chapitres signés par Jeffrey J. Schott et Murray G. Smith qui, respectivement, analysent l'Accord de libre-échange d'un point de vue américain (« The Free Trade Agreement: A US Assessment », pp. 1-35) et d'un point de vue canadien (« The Free Trade Agreement in Context: A Canadian Perspective », pp. 37-64). Si les deux auteurs font bien ressortir l'importance que revêt l'Accord pour chacun des deux pays, Schott ne manque pas de rappeler que sa ratification se révèle beaucoup plus cruciale pour le Canada que pour les États-Unis (p. 8). Schott n'appuie nullement ce jugement en ces termes, mais on comprend aisément que, dans le cadre de cette relation bilatérale d'importance à peu près inégalée dans le monde, les besoins canadiens et les inquiétudes suscitées par les mesures protectionnistes américaines se trouvent beaucoup plus prononcées du fait d'une dépendance et d'une concentration nettement plus poussées du commerce international du Canada.

Cinq chapitres sont subséquemment consacrés à diverses questions soulevées ou à des secteurs touchés par le contenu de l'Accord. Ainsi, Gary N. Horlick, Geoffrey D. Oliver et Debra P. Steger s'intéressent aux mécanismes de résolution des différends (« Dispute Resolution Mechanisms », pp. 65-86) prévus dans l'Accord et estiment qu'il s'agit d'une amélioration sensible (p. 73) des règles de fonctionnement qui prévalent dans l'accord général GATT. Il apparaît toutefois que les règles prévues à l'Accord n'auront vraisemblablement pas pour seul effet de favoriser le règlement de différends, mais pourraient aussi conduire au développement d'un système de lois

commerciales mieux intégré. C'est du moins l'avis exprimé par les auteurs: « The dispute settlement mechanisms embodied in the FTA may prove exceptionally useful in the development of a Canadian-US system of trade laws. » (p. 77) Sans que ce soit leur intention, les auteurs se trouvent ainsi à rappeler que l'intégration économique continentale, au-delà des discours qui posent le marché et l'État en opposition artificielle, est appelée à passer quasi inévitablement par les relais politiques.

Par la suite, Paul Wonnacott étudie l'Accord canado-américain en rapport plus spécifiquement avec le secteur de l'industrie automobile (« The Auto Sector », pp. 101-109). Malgré qu'il aurait souhaité que l'Accord permette d'aller plus loin dans le sens de la libéralisation, Wonnacott ne trouve pas totalement négatif le résultat des négociations ayant pris place entre le Canada et les États-Unis. « The auto clauses of the FTA are a bit untidy, but they grew out of the same dynamic process as the Auto Pact itself: unilateral Canadian action, the threat of a US countervailing duty, and an international agreement to avoid an explosion. » (p. 108) Il est clair que les Américains n'ont pas atteint les objectifs qu'ils s'étaient fixés, mais il faut bien souligner qu'une révision en profondeur du Pacte de l'auto constituait un enjeu à partir duquel il se révélait envisageable de mobiliser une plus importante opposition à l'Accord de libre-échange au sein de la société canadienne.

De son côté, Philip K. Verleger s'intéresse spécifiquement à l'impact anticipé de l'Accord sur le secteur de l'énergie (« Implications of the Energy Provisions », pp. 117-127). Le jugement est brutalement formulé: « Long-term energy policy goals were sacrificed for the short-term expedient of reaching agreement. » (p. 126) Dès lors, Verleger énonce une série de mesures additionnelles qui devraient améliorer l'Ac-

cord. Verleger s'est cependant bien gardé d'estimer les possibles effets à long terme de l'Accord sur le secteur énergétique canadien. Il n'est pas évident que le Canada n'en tirera que des avantages.

Poursuivant dans le domaine des analyses sectorielles, Jeffrey J. Schott et Murray G. Smith consacrent enfin une attention particulière aux clauses et chapitres traitant des services et de l'investissement (« Services and Investment », pp. 137-150). Ils estiment l'Accord important parce qu'il contribue à un nouveau climat appréciable pour le secteur privé. Et ils traduisent leur jugement en ces termes: « The FTA establishes for the first time contractual obligations on Canada and the United States with respect to services and investment issues. These obligations are subject to an expeditious rule-oriented dispute settlement mechanism. » (p. 150) En d'autres termes, les décisions d'investissement seraient désormais moins soumises aux changements de conjoncture politique qui sont régulièrement sources de cauchemars pour les irréductibles de la supériorité rationalisante des lois du libre marché.

En retenant que la négociation de l'Accord canado-américain pourrait constituer un précédent riche d'enseignements pour la conduite d'éventuelles négociations multilatérales sur ces mêmes sujets des services et de l'investissement, Schott et Smith ouvrent la porte à une évaluation plus globale de l'influence de l'Accord sur la conduite des négociations multilatérales dans le futur. Jeffrey J. Schott s'adonne à cet exercice de prospective en s'attardant plus spécialement à l'Uruguay Round (« Implications for the Uruguay Round », pp. 159-172). Le bilan est tracé en termes positifs. « The main implications for the Uruguay Round lie in three areas (listed in order of descending importance): dispute settlement, services, and investment. In addition, GATT negotiations will be signifi-

cantly influenced by US and Canadian positions in areas such as subsidies and anti-dumping/countervailing duties, government procurement, and intellectual property, where the results of the FTA negotiations left much to be desired. » (p. 161) Les Américains n'ont-ils pas tenu à la conclusion d'un accord qui, bien que non totalement satisfaisant pour eux et non automatiquement transférable dans un cadre multilatéral, pourrait inspirer les négociateurs impliqués dans la poursuite de l'Uruguay Round?

Pour présenter un compte rendu moins incomplet du contenu du recueil, il aurait fallu accorder quelque place aux commentaires formulés par deux autres intervenants à la fin de chacun des chapitres (sauf les deux premiers), commentaires qui contribuent régulièrement à prolonger et souvent à nuancer les propos tenus par les conférenciers. Il s'impose par contre de signaler que le recueil est « conclu » par deux interventions de caractère plus politique (« Political Perspectives », pp. 181-195), respectivement par Barbara McDougall (ministre d'État dans le gouvernement canadien) et Peter McPherson (sous-secrétaire au Trésor à Washington). Alors que McDougall se limite pratiquement à rappeler les objectifs poursuivis par les dirigeants canadiens dans la négociation de l'Accord, McPherson rapporte de façon indiscutablement pertinente le climat qui a marqué le sprint final ayant permis d'éviter l'échec des négociations. Il semble approprié de rappeler les objets qui ont amené les Américains à faire les compromis requis. « The US negotiators' objectives were trade and investment liberalization. They needed an agreement that opened trade between our two countries and that was in the United States' overall economic interests. The United States needed liberalization of Canada's investment policy, which historically has been a source of much bilateral tension and concern to US

investors. Without commitments on investment, the benefits of trade liberalization could be undercut. » (p. 188)

Ces affirmations sont extrêmement éclairantes sur l'impact de l'Accord de même que sur sa signification réelle. Si les auteurs qui contribuent à ce recueil insinuent parfois les effets de nuisance induits de la politique, on ne peut pas indéfiniment faire le silence sur le rôle d'appui joué par le politique dans les processus de libéralisation des mouvements de capitaux, de services et de marchandises. On ne peut pas échapper facilement à cette réalité, en dépit de toute la volonté économiste et libérale qu'on pourrait déployer pour tenter de s'en convaincre!

Raymond HUDON

*Département de science politique
Université Laval*

3. NOTICES BIBLIOGRAPHIQUES

BUFFOTOT, Patrice (sous la direction de). Annuaire Européen de Défense. Nanterre, Paris, Institut de Politique internationale et Européenne, Coll. « Recherches de Politiques Comparée », 1988, 383p.

Poursuivant un double objectif, celui du développement des études comparatives des politiques européennes de défense et celui de la synthèse des informations sur les débats entourant la défense à l'échelle nationale, les auteurs présentent dans cet ouvrage l'état des questions sur la défense en Europe pour l'année 1985.

Cet annuaire se divise en trois volets distincts en proposant un dossier sur les forces d'intervention en Europe, un ensem-